

DISCOURS DU PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT, M. JOSÉ LUIS RODRIGUEZ ZAPATERO, LORS DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU PARLEMENT EUROPÉEN POUR PRÉSENTER LES PRIORITÉS DE LA PRÉSIDENTE ESPAGNOLE DE L'UNION EUROPÉENNE

Strasbourg, le 20 janvier 2010

M. le Président du Parlement, M. le Président de la Commission, Mesdames et messieurs les eurodéputés,

Permettez-moi de m'adresser premièrement à un pays qui vit en ce moment la douleur et la tragédie, Haïti. Je sais que je partage avec vous la consternation, la solidarité et l'engagement que l'Union européenne et toutes ses institutions, en commençant par la présidence tournante, la Commission, le Conseil et ce Parlement, ont envers un pays qui souffre et un peuple qui est déchiré entre la mort, la destruction et la violence, après un passé de pauvreté mais aussi de conflit.

En de rares occasions nous allons démontrer notre grandeur en tant qu'Européens et, en de rares occasions, comme c'est le cas aujourd'hui face à la tragédie d'Haïti, nous allons prouver notre engagement envers ce qui se passe dans le monde et dans les pays qui souffrent le plus.

Dès le premier instant, en tant que présidence tournante, en coordination avec la Commission et la Haute représentante, nous avons essayé de donner une réponse à la tragédie d'Haïti. Lundi dernier, la Commission des ministres des affaires économiques et du développement s'est réuni et, lundi prochain, ce sera le tour

du Conseil des affaires européennes pour tracer un plan, une réponse rapide d'aide et de coopération humanitaire sur tous les fronts pour construire l'avenir d'Haïti.

Je suis profondément convaincu que la réponse de la communauté internationale est forte et solidaire, et que l'Union européenne sera à la hauteur des événements. Face à la tragédie d'Haïti, l'unique protagoniste doit être le peuple qui souffre en Haïti, et j'espère, et j'ai bon espoir, que nous fassions tous les efforts possibles pour mettre en œuvre une récupération profonde. La société européenne nous l'exige et, surtout, nos profondes convictions.

M. le Président du Parlement,

J'ai l'honneur de me présenter devant vous dans le but d'expliquer les grandes priorités de la présidence tournante de l'Espagne au cours de ces six mois. C'est, plus qu'un honneur, un grand honneur, parce que je parle au nom d'un pays qui, au cours de ce semestre, fêtera ses vingt-cinq ans d'incorporation à ce qui, à l'époque, était les Communautés européennes. Je vous parle au nom d'un pays européen, europhile^o; d'un pays qui, au cours de ces vingt-cinq dernières années, a vécu une grande transformation de progrès et de bien-être, en grande mesure, grâce à son incorporation à l'Union européenne.

L'Union européenne, l'Europe, était le rêve de générations, de nombreuses générations, espagnoles. C'était le rêve de la démocratie, de l'ouverture au monde, du progrès, du bien-être, de l'État social et des libertés. Voilà ce que nous avons vu en l'Europe, voilà ce que l'Europe nous a apporté et voilà ce que nous avons apporté à l'Europe.

Vingt-cinq ans plus tard, nous nous sentons un pays loyal envers l'Europe, engagé envers l'Union, et il n'y a pas de manière plus puissante d'être loyal et d'être engagé envers l'Europe que d'exercer la responsabilité de l'engagement, de l'initiative et de la proposition. Voilà ce que nous souhaitons faire pendant ces

six mois, six mois de changements, parce qu'il nous incombe d'exercer une présidence tournante à une époque de changement^o: de changement au niveau économique, en conséquence d'une grave crise financière que nous n'avions pas vécu depuis quatre-vingt ans^o; de changement au niveau politique, parce que nous avons un traité de Lisbonne qui modifie le gouvernement de l'Union européenne^o; de changement au niveau des relations extérieures, parce que le phénomène de la mondialisation croît et parce qu'il y a de nouveaux pays émergents, et de changement au niveau de la relation que l'Union doit avoir avec la citoyenneté européenne, pour mettre en valeur tout ce que le nouveau traité de Lisbonne stipule.

Une époque, donc, de changement et deux événements particuliers^o: la grave crise économique que nous vivons en ce moment, et le traité de Lisbonne et la nouvelle relation institutionnelle.

En ce qui concerne la crise économique, je dois dire que nous savons qu'il s'agit de la crise la plus grave depuis quatre-vingt ans^o; nous savons que, comme à cette époque, jamais la production dans le monde et le commerce international n'avaient autant chuté^o; nous connaissons les graves effets qu'elle a causé dans le monde et au sein de l'Union européenne^o: huit millions de chômeurs de plus, dont nombre d'entre eux, d'ailleurs, dans mon pays^o; un effet négatif sur les finances publiques, et pour autant sur la perspective de stabilité financière, qui nous fait prendre des mesures et nous a fait prendre des mesures urgentes en matière de coopération, et nous fait entrevoir un avenir avec des changements en matière d'économie européenne, de capacité de production et d'amélioration de la compétitivité de toute l'Union.

Nous devons continuer à conserver les stimulations fiscales jusqu'à ce que la reprise soit une réalité^o; nous devons nous engager à maintenir le pacte de stabilité et à respecter les indications de la Commission en vue de 2013 et nous attaquer à une stratégie économique pour 2020, que la Commission est en train

d'élaborer et qui doit être la clé de ces six mois, selon l'opinion de la présidence tournante espagnole.

Nous connaissons les points faibles et les points forts de l'Union européenne°; nous savons que depuis le milieu des années 90, nous avons peu à peu perdu notre capacité de croissance économique, le potentiel de croissance économique°; nous savons que depuis le milieu des années 90 nous avons perdu, avec les grandes économies avec lesquelles nous sommes en concurrence, de la productivité en des termes relatifs et nous savons que nous éprouvons des difficultés dans certains domaines spécifiques déterminants pour l'avenir de notre croissance, de notre compétitivité et de notre innovation dans un monde globalisé.

Mais nous avons également des points forts et il convient d'en rappeler ici les plus évidents°: nous représentons pratiquement un tiers du PIB mondial°; nous sommes, sans aucun doute, la première puissance exportatrice°; nous sommes la deuxième puissance, après les États-Unis, en matière de recherche, de développement et d'innovation°; nous représentons presque 60 pour 100 de l'aide au développement dans le monde, et ceci est un point fort très important pour l'Union européenne.

Quelles sont, du point de vue de l'Espagne, les priorités fondamentales pour réussir à faire renaître la force économique européenne, pour bâtir une économie durable d'un point de vue de la compétitivité et d'un point de vue environnemental et social°? Je ferai ici référence à quatre grands thèmes que nous souhaitons développer et qui doivent être bien repris dans la stratégie 2020.

Je vous ferais un résumé en disant que l'Union européenne, au niveau économique, doit parier sur elle-même et qu'elle doit avancer dans l'union économique et dans la coopération, en commençant par le sens de la responsabilité des États, mais aussi en faisant en sorte que les institutions de

l'Union européenne, la Commission, aient de nouveaux pouvoirs de direction et d'obtention d'objectifs.

Mesdames et messieurs les députés,

Au cours de ces dix dernières années, et je fais ici référence à ce thème comme l'un des premiers dans lequel nous devons faire des progrès et réaliser des changements, notre dépendance énergétique a augmenté de neuf points^o: nous sommes passés de 44 à 53 pour 100 de dépendance énergétique pour l'ensemble de l'Union européenne. Ces neuf points supplémentaires se traduisent exactement par 67°000 millions d'euros que nous versons à d'autres pays en tant qu'Union européenne. Vous savez ce que représente cette quantité^o? Elle représente pratiquement la même quantité que celle que tous les pays de l'Union européenne consacrent à l'investissement public en R+D+i. Il nous est nécessaire de changer notre dépendance énergétique et de la réduire, parce que sans cela notre faiblesse économique augmentera.

Que devons-nous faire dans le domaine énergétique^o? Nous avons fait des progrès, mais pas ceux que nous souhaitons. Nous devons absolument créer un marché commun de l'énergie qui rendra toute l'Union ainsi que son économie plus fortes. Pour cela, il y a deux éléments clés^o: interconnexions énergétiques --les perspectives fixées en 2002 n'ont pas été atteintes -- et un cadre régulateur commun qui consolide un marché commun de l'énergie.

Si nous arrivons à instaurer des interconnexions énergétiques dans le Sud, dans l'Est et dans le Nord de l'Europe^o; si nous accordons une grande priorité au fait de doter la Commission de pouvoirs, nous verrons alors comment notre dépendance énergétique se réduira et nous encouragerons le développement des énergies renouvelables qui, de part leur nature propre, requièrent une certaine versatilité au moment de la distribution de l'énergie.

Mesdames et messieurs les députés,

L'Europe ne parviendra pas à gagner le leadership de la compétitivité économique tant qu'elle n'affrontera pas résolument l'interconnexion énergétique dans tous ses domaines déterminants ainsi qu'un marché commun.

Le deuxième grand objectif est de savoir quelle est la société moderne qui apporte le plus de croissance et d'innovation. L'investissement dans la société de l'information et dans les nouvelles technologies qui ont modifié presque l'ensemble du monde.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont responsables de 40 % de l'augmentation de la productivité dans l'économie européenne. Et nous sommes, en tant qu'européens, à la tête de ce secteur grâce à nos entreprises leaders, sans avoir cependant un marché intérieur numérique. Nous voulons franchir le pas vers la création d'un marché numérique. Que cela signifie ? Cela suppose de lever des barrières, de miser sur des réseaux de nouvelle génération et de faciliter le commerce électronique qui est en perpétuelle augmentation dans chaque pays, mais qui stagne lorsqu'il est effectué entre plusieurs pays.

En avançant vers un marché numérique, nous faciliterons la création de contenus, nous renforcerons la propriété intellectuelle et, grâce à l'innovation apportée par les technologies de l'information et de la communication dans l'ensemble des domaines de l'économie, nous parviendrons à faire que la productivité affichent de bons résultats à très court terme. Je vous rappelle qu'il s'agit là du secteur qui fait preuve actuellement de la plus grande capacité d'innovation, d'augmentation de la productivité et de création d'emplois stables.

Le troisième domaine est l'économie ou l'industrie durable. Je ne vous citerai qu'un seul exemple qui nous semble prioritaire de développer dans le contexte de lutte contre le changement climatique : nous voulons mettre en œuvre, aidé de la Commission, un plan de développement du véhicule électrique. L'industrie de

l'automobile va subir une grande transformation, qu'elle a déjà en partie commencée.

Dans ce domaine industriel, si nous misons de manière intégrée, en tant qu'europeens, sur une vision conjointe, partagée et sur une stratégie commune de la voiture électrique, nous concourrons à réduire notre dépendance énergétique, nous contribuerons à la lutte contre le changement climatique ainsi qu'à l'innovation technologique qui sera apportée, sans nul doute, par le véhicule électrique et qui, en outre, sera directement liée à l'industrie des technologies de l'information et de la communication.

Le quatrième pilier de cette économie durable et de cette rénovation économique dont a besoin l'Union européenne est l'éducation, et notamment l'université, le véritable espace de la recherche.

Ces dix dernières années, nous européens, dans le domaine des universités d'excellence, nous n'avons pas avancé dans le classement des cent premières universités. Nous devons achever le processus de Bologne, nous devons développer, faciliter et ouvrir les perspectives pour une université chaque jour plus européenne, pour une recherche également chaque jour européenne car nous sommes certains qu'il s'agit là du grand levier pour l'avenir.

Notre territoire de compétence dans le monde n'est plus envisagé comme de pays à pays, mais en tant qu'europeen, en tant que l'Europe, car les autres acteurs sont de la dimension de la Chine, de l'Inde, des États-Unis et des pays émergents. Si nous ne tirons pas profit de la synergie que représente au niveau économique les cinq cents millions de citoyens, ce qui suppose des dizaines de milliers d'entreprises à forte capacité et des millions de travailleurs auxquels apporter chaque jour une meilleure formation, nous ne seront pas, dans ce contexte de globalisation, les véritables protagonistes de l'avenir s'agissant de la prospérité économique au niveau de l'innovation et de la technologie. Nous ne serons alors que de simples spectateurs.

Le chemin à suivre est l'union, plus de politique économique commune, d'intégration, de conception partagée, davantage d'Europe. Ne pas rajouter de nouvelles barrières, mais au contraire les enlever ; ne pas diviser mais ajouter ; avoir une vision de l'Europe au profit de la compétitivité, de l'intégration et de l'innovation.

Nous faisons confiance à la Commission pour cette Stratégie 2020, qui doit également intégrer une réflexion sur l'avenir de la Politique agricole commune, en tant que politique déterminante car liée à la défense de l'environnement, à la sécurité alimentaire et au revenu de nombreux citoyens de l'Union européenne. Et nous sommes convaincus que le débat qui va avoir lieu au Conseil européen et à la Commission et, bien entendu, le dialogue avec le Parlement européen doit donner le jour à une Stratégie 2020 comprenant une gouvernance sérieuse, exigeante par rapports aux objectifs et centrée sur les domaines auxquels je viens de faire référence.

Un changement dans le domaine économique et dans le domaine politique au niveau du gouvernement de l'Union. La Traité de Lisbonne instaure de nouvelles institutions : la présidence permanente du Conseil, la haute représentante pour les affaires étrangères, renforcent d'une part ce Parlement qui est le cœur de la démocratie européenne et, d'autre part, la Commission.

Je peux m'engager devant ce Parlement qui représente l'ensemble des citoyens européens, que la Présidence tournante espagnole sera fidèle envers les nouvelles institutions avec qui elle collaborera. Nous souhaitons qu'elles prennent toute la valeur que leur confère le Traité, le besoin de fonctionnement de l'Union européenne afin que le Président permanent du Conseil représente l'Union européenne et remplisse toutes ses fonctions, il en va de même pour la haute représentante. Nous savons que ces six premiers mois sont la première preuve de la façon dont fonctionne la nouvelle structure institutionnelle. Nous apporterons également notre soutien à une Commission renforcée et à un Parlement

devenant, chaque fois plus, le centre politique de l'Union européenne. Nous allons le faire et j'espère qu'à la fin de cette période vous nous jugiez avec satisfaction de par notre engagement très affirmé.

Le gouvernement de l'Union européenne a plusieurs pouvoirs et il lui faut un fil conducteur qui soit la fidélité coopérative. Voilà notre façon de travailler.

Monsieur le Président, mesdames et messieurs les europarlementaires,

Actuellement, nous vivons également des périodes de changements dans le domaine des relations extérieures, non seulement en raison de la création du poste de haut représentant et la mise en œuvre du Service extérieur de l'Union, qui sera un chapitre essentiel, mais aussi car nous avons un agenda de six mois dans ce contexte déterminant de globalisation et de changements.

Les objectifs au sujet du domaine des relations extérieures qui nous développerons au cours de tous les sommets, sont les suivants : premièrement, la sécurité partagée ; deuxièmement, l'énergie ; troisièmement, la promotion et l'extension de l'ouverture commerciale et du transfert de technologies et, enfin, l'aide à la coopération au développement, dans laquelle l'Union européenne a et doit maintenir un important leadership éthique dans le monde.

À ces fins, au cours des six prochains mois nous dialoguerons avec les Amériques, celle du Nord et celle du Sud ; nous le ferons également avec l'Afrique et l'Asie dans l'enceinte méditerranéenne ; avec l'Europe qui ne fait pas partie de l'Union, avec les autres pays d'Europe ; et également avec la majorité des continents et États par l'intermédiaires d'un intense agenda de sommets internationaux, auxquels nous travaillerons, évidemment, en étroite collaboration avec le Président du Conseil, la Commission et ce Parlement car nous avons des accords très importants pour les six mois à venir.

Des changements dans le domaine économique, politique et des changements dans la vision, le regard, vers l'extérieur comme conséquence des nouveaux acteurs et la mondialisation. Mais, de la même façon que dans le domaine économique je vous ai exposé il y a quelques instants que l'Europe doit parier sur elle-même, je dois également dire que dans le domaine de la politique extérieure l'Europe doit en faire de même. En matière de politique extérieure l'intérêt et la défense des intérêts européens doivent compter. La défense de l'intérêt européen a un domaine prioritaire, celui des relations de voisinage pour lesquelles, selon moi, nous devons établir des objectifs plus ambitieux, des relations plus intenses car, sans nul doute, c'est là que seront résolus une majeure partie des intérêts européens.

Ces changements que nous vivons et que nous souhaitons développer à travers des réformes et des rénovations ont également une dimension au niveau de la citoyenneté européenne. Le Traité de Lisbonne veut, conformément à la volonté des européens, que les citoyens se sentent plus proches des institutions européennes, qu'ils envisagent l'Union comme leur Union et l'Europe comme un gouvernement plus proche. Pour cela, nous allons mettre en œuvre et développer au cours de ces six prochains mois de nouveaux instruments : le premier est le droit d'initiative citoyenne qui a tant d'importance aux yeux du Parlement ; deuxièmement, comme priorité de cette période, nous souhaitons en collaboration avec la Commission progresser vers le droit de citoyenneté le plus important que l'Union européenne peut avoir en vue, à savoir l'égalité entre les hommes et les femmes.

Ces sociétés les plus avancées, les plus parfaites dans lesquelles les droits de l'homme et la prospérité sont les mieux établis sont celles qui parviennent à une plus grande égalité entre les hommes et les femmes. Ce sont celles qui sont actives et militantes face à la violence à caractère sexiste, aux mauvais traitements des femmes, impropres et inacceptables dans une société aussi avancée que celle de l'Union européenne.

Pour ce faire, nous proposons de mettre en œuvre de nouveaux systèmes de protection dans le domaine judiciaire, à travers une ordonnance européenne de protection et l'étendue maximum de la protection par rapport à la violence à caractère sexiste dont souffre une partie importante des sociétés européennes.

Les citoyens européens doivent également être au courant et entendre nos délibérations, nos propositions et nos initiatives, ils doivent savoir que la cohésion sociale et l'inclusion face à la pauvreté en Europe sont des aspects auxquels l'Union ne renoncera pas, et ils doivent être conscients que le signe distinctif le plus important en Europe, au côté de la démocratie, est le bien-être et la cohésion sociale. Pour cela, la Stratégie économique 2020, comme je le disais précédemment, devra avoir un caractère durable au niveau économique, social et environnemental.

S'agissant de cette durabilité sociale, je vous propose de renouveler un grand pacte social en Europe avec les entreprises et les travailleurs, un grand pacte social dans le développement de la Stratégie 2020. Le dialogue social et l'accord social ont donné leur force à l'Europe au moment de sa création et dans les périodes de fragilité, et maintenant, dans cette étape de renouvellement et de changement suite à une grave crise économique, le pacte sociale peut être un levier essentiel pour mener à bien les objectifs que nous nous fixons, avec une gouvernance efficace.

Monsieur le Président, mesdames et messieurs les europarlementaires,

Je réitère la reconnaissance de l'Espagne pour tous les pays de l'Union européenne, notamment ceux qui ont favorisé notre intégration et contribué à notre développement.

Je réitère également notre engagement envers l'Europe, envers l'Union européenne et notre engagement envers une façon de vivre mais également de penser et de sentir : de penser en faveur de la démocratie, de l'égalité, des droits

de l'homme et de la paix ; et en faveur d'une façon de sentir : de sentir que vivre ensemble, que rassembler nos peuples, nos aspirations et nos histoires nous ont permis de vivre en paix avec nous-mêmes, et qui nous permet aujourd'hui et demain de continuer à être la grande région de la prospérité, du bien-être et des idéaux.

Merci beaucoup.